



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 01/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



LINDE FRANCE S.A

Bâtiment A
523 cours du 3 Millénaire
69802 ST PRIEST

Références : : NN/MDP-D-1604-MRT-2022
Code AIOT : 0006402114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement LINDE FRANCE S.A implanté Lotissement industriel La Minaude Zone nord de l'Aubette 13130 BERRE L'ETANG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'activité principale du site LINDE à Berre est le conditionnement de différents types de gaz dont l'acétylène en provenance des unités de LyondellBasell. L'acétylène est un gaz extrêmement inflammable qui peut former des mélanges explosifs avec l'air. La maîtrise du risque accidentel lié à l'acétylène a été étudiée dans l'étude de dangers (EDD) du site dont la dernière version date de juillet 2020. La visite d'inspection du 29/09/2022 a pour l'objectif principal de vérifier la conformité du site aux dispositions de sécurité valorisées dans l'EDD.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINDE FRANCE S.A
- Lotissement industriel La Minaude Zone nord de l'Aubette 13130 BERRE L ETANG
- Code AIOT : 0006402114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité principale du site LINDE à Berre est le conditionnement de différents types de gaz dont

l'acétylène en provenance des unités de LyondellBasell. Le site actuel est organisé de la façon suivante :

- Une unité des gaz industriel,
- Une unité d'acétylène,
- Un atelier VMP (visite matière poreuse) où est assurée la maintenance des bouteilles d'acétylène,
- Une plateforme Nord de stockage de bouteilles de gaz vides ou de gaz neutres et comburants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection précédente
- Classement à la rubrique 2921 du système de refroidissement des bouteilles d'acétylène
- Gestion du risque accidentel lié à l'acétylène

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite du 29/09/2022 a été également l'occasion de faire un point d'avancement des actions issues de la précédente visite d'inspection du 16/06/2022. Les réponses aux observations du rapport d'inspection associé datant du 05/08/2022 ont été transmises par l'exploitant par courriel du 07/09/2022.

L'inspection prend acte que l'ensemble des observations sont soldées à l'exception de deux points ci-dessous dont les actions correctives sont en cours de réalisation :

- mettre en place un affichage standardisé pour les zones de dépotages ou stockages de mélanges dangereux : l'exploitant a fait part à l'inspection des difficultés d'approvisionnement des affichages par son fournisseur ;
- réaliser les travaux d'étanchéité des bassins de rétention : l'exploitant s'est engagé à respecter le délai de 6 mois à compter de la date de notification du rapport d'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système de refroidissement des bouteilles d'acétylène	AP Complémentaire du 03/02/2022, article 3.4.1	/	Sans objet
2	Risque de perte de confinement des bouteilles d'acétylène	Autre du 20/07/2020, article EDD § 7.3.4.2	/	Sans objet
3	Interdiction de fumer et mise à la terre	Autre du 20/07/2020, article EDD § 7.3.4.2	/	Sans objet
4	Détection de gaz inflammable	Autre du 20/07/2020, article EDD § 7.3.4.2	/	Sans objet
5	Détection et extinction incendie	Autre du 20/07/2020, article EDD § 11.2.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 29/09/2022 a permis de vérifier par sondage la conformité des dispositifs de sécurité participant à la maîtrise du risque accidentel lié à l'acétylène notamment : la conduite à tenir en cas de chute/choc d'une bouteille d'acétylène, l'interdiction de fumer, la mise à la terre des équipements métalliques, la détection de gaz inflammable, la détection et l'extinction d'incendie. Ce contrôle par sondage réalisé par l'inspection des installations classées n'a pas relevé de non conformité.

L'inspection prend acte de la nécessité de supprimer le classement à la rubrique 2921 de la

nomenclature des ICPE du système de refroidissement des bouteilles d'acétylène. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé dans le cadre d'une instruction dédiée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de refroidissement des bouteilles d'acétylène

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/02/2022, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Définition de la rubrique 2921
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation d'eau de refroidissement en circuit fermé utilisée pour refroidir les bouteilles d'acétylène est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant a présenté le fonctionnement du système de refroidissement des bouteilles d'acétylène qui consiste en une aspersion d'eau sur les bouteilles. L'eau aspergée est ensuite récupérée par les caniveaux au niveau du sol puis refroidie par un échangeur. L'inspection constate que le fonctionnement de ce système ne répond pas à la définition de la rubrique 2921 – Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle.
Observations : L'inspection des installations classées prend acte de la nécessité de supprimer le classement de l'installation d'eau de refroidissement en circuit fermé utilisée pour refroidir les bouteilles d'acétylène au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des ICPE. Un projet d'APC sera proposé dans le cadre d'une instruction dédiée pour formaliser cette suppression et les éventuelles prescriptions complémentaires applicables à cette installation notamment au titre de la prévention contre le risque de prolifération des légionelles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Risque de perte de confinement des bouteilles d'acétylène

Référence réglementaire : Autre du 20/07/2020, article EDD § 7.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure de surveillance systématique de la température
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les causes identifiées d'une perte de confinement de bouteilles stockées sont la chute ou le choc par un chariot d'une bouteille avec ouverture du robinet. Ces risques sont prévenus par une formation du personnel.
Constats : L'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none">- le cursus de formation du personnel du site relatif à la prévention des risques liés à l'acétylène (présentation du support de formation, dates des dernières sessions de formation, recyclage tous les 3 ans),- le mode opératoire de référence FR-MO-0785 - Rév 03 décrivant la conduite à tenir dans le cas où une bouteille viendrait à tomber lors de son remplissage (ou en cours de remplissage) ou dans le cas de découverte d'une bouteille d'acétylène chaude,- le retour d'expérience sur l'application de ce mode opératoire lors de l'incident du 28/09/2020 relatif à la chute d'un cadre d'acétylène. Les actions suivantes ont été immédiatement mises en œuvre : sécurisation de la zone, arrosage du cadre avec prise de température, immersion dans piscine AD avec surveillance de la température pendant 24h.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Interdiction de fumer et mise à la terre

Référence réglementaire : Autre du 20/07/2020, article EDD § 7.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'inflammation d'une fuite de gaz inflammable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le risque d'inflammation d'une fuite de gaz inflammable est limité par l'interdiction de fumer, par la mise à la terre et l'équipotentialité des masses métalliques.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle annuel des installations électriques datant du 03/09/2021 qui comporte un volet sur la vérification des prises de terre de l'établissement. Ce rapport n'a pas relevé de non-conformité. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté par sondage la présence de panneaux indiquant l'interdiction de fumer sur l'ensemble du périmètre du site et de mises à la terre des équipements métalliques.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Détection de gaz inflammable

Référence réglementaire : Autre du 20/07/2020, article EDD § 7.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'inflammation d'une fuite de gaz inflammable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux de conditionnement et de compression de l'atelier acétylène, ainsi que l'atelier VMP, sont équipés de détecteur d'acétylène. Sur l'ensemble des installations de production ou de conditionnement de l'acétylène, des dispositifs de détection d'atmosphères explosives sont présents. Ces dispositifs déclenchent une alarme dès que le seuil de 20% de la LIE est atteint et un arrêt général des installations dès 50% de la LIE.
Constats : L'exploitant a présenté : - les deux derniers rapports de contrôle semestriel de la centrale de détection de gaz ainsi que des détecteurs datant du 03/03/2022 et 21/09/2022. Les opérations réalisées par le prestataire Drager sont notamment : contrôle et étalonnage avec un gaz étalon suivant la fiche de test du fabricant, vérification de la configuration de la centrale de détection. La vérification des asservissements (déclenchement des seuils de détections, actions de sécurités) est réalisé annuellement par l'exploitant ; - le dernier rapport de contrôle annuel des détecteurs de gaz portatif datant du 22/06/2022. L'ensemble de ces rapports n'a pas relevé de non-conformité. L'exploitant a également présenté les plans d'implantations des détecteurs gaz des locaux de conditionnement et de compression de l'atelier acétylène, ainsi que l'atelier VMP. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté par sondage la présence de ces dispositifs.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Détection et extinction incendie

Référence réglementaire : Autre du 20/07/2020, article EDD § 11.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'inflammation d'une fuite de gaz inflammable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens fixes de lutte incendie sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• 3 poteaux incendie assurant un débit total minimum de 300 m3/h à partir de 2 P.I.,• 7 robinets incendie armés (R.I.A.) assurant un débit total de 84 m3/h,• Une installation déluge au sein de l'atelier de conditionnement d'acétylène assurant un débit de 322 m3/h (calculé pour permettre d'assurer un débit de 10,2 l/min par m2 de surface développée à protéger),• Une installation déluge au niveau de l'atelier VMP (zone de dégazage + zone de dévissage) assurant un débit de 65 m3/h (débit spécifique de 10,2 l/m2/min sur une surface de 105 m2). <p>Des détecteurs d'incendie sont placés dans le bâtiment administratif ainsi que dans les ateliers de conditionnement des gaz industriels et acétylène.</p> <p>Au niveau des ateliers de conditionnement de l'acétylène, les équipements comme les compresseurs et l'installation d'embouteillage sont équipés de dispositifs automatiques d'extinction par déluge d'eau pouvant également être actionnés manuellement en cas d'urgence.</p> <p>Toute détection d'une anomalie sur un paramètre quelconque du procédé (pression, température ou niveau) induit des alarmes visuelles et sonores et peut conduire à l'arrêt de l'installation.</p>
Constats : L'exploitant a présenté les plans d'implantations des moyens du système de détection et d'extinction d'incendie des locaux de conditionnement et de compression de l'atelier acétylène, ainsi que l'atelier VMP. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté par sondage la présence de ces dispositifs.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet